Gouvernement Princier
PRINCIPAUTÉ DE MONACO

Direction du Développement Economique
Répertoire du Commerce et de l'Industrie

Veuillez indiquer ci-dessous l'adresse de retour du double du formulaire

FORMULAIRE SC-EPNFD

DESIGNATION DU RESPONSABLE DES INFORMATIONS SUR LES BENEFICIAIRES EFFECTIFS ET DU RESPONSABLE DES INFORMATIONS ELEMENTAIRES DE LA PERSONNE MORALE

SOCIETES CIVILES - EPNFD

_____

_____

_____

_____

Le présent formulaire est à compléter exclusivement :

*- lorsque votre société civile est **titulaire d'un compte bancaire à Monaco mais qu'aucune personne physique résidente en Principauté n'a pu être désignée** **OU***

*- lorsque votre société civile **n'est pas titulaire d'un compte bancaire à Monaco***

CADRE RESERVE A L'ADMINISTRATION	
Dossier déposé le :	**N° d'arrivée :**

I. RENSEIGNEMENTS RELATIFS A LA PERSONNE MORALE

N°RSSC :	**Forme juridique :**
Dénomination ou raison sociale :	
Adresse du siège social : ***(Rés., bât, app, étage, n°, voie)***	
Code postal : **Commune/Pays :**	

Personne habilitée à agir pour son compte :

☐ **Personne physique : Nom(s) :** **Prénom(s) :**

☐ **Personne morale : Dénomination :**
Nom(s) et Prénom(s) de son représentant :

II. RENSEIGNEMENTS RELATIFS AU(X) RESPONSABLE(S) DES INFORMATIONS ELEMENTAIRES – PROFESSIONNEL

Motif de la démarche : ☐ **Désignation** ☐ **Modification** ☐ **Renonciation du professionnel désigné**

Type de professionnel désigné (*) :

- ☐ Avocat-Défenseur, Avocat et Avocat stagiaire
- ☐ Notaire
- ☐ Expert-comptable ou comptable agréé relevant de la loi 1.231 du 12 juillet 2000.
- ☐ Conseiller Juridique
- ☐ Company Service Provider
- ☐ Multi Family Office

(*) L'une des personnes visées aux chiffres 6°), 13°), 19°) ou 20°) de l'article premier ou aux chiffres 1°) ou 3°) de l'article 2 de la loi n° 1.362 du 3 août 2009 modifiée.

A : Si la personne désignée est une personne physique :

Nom(s) :
Prénom(s)
Date et lieu de naissance :
Nationalité(s) :

Adresse du domicile personnel :

Code postal : **Commune/Pays :**

Coordonnées : Téléphone : Adresse mail :

B : Si la personne désignée est une <u>personne morale :</u>
La forme juridique :
La dénomination sociale ou raison sociale :
Enseigne :
Numéro d'immatriculation :

Adresse du siège social :

Code postal : **Commune/Pays :**

<u>B.1 : Personne physique habilitée à agir pour son compte</u>
Nom(s) :
Prénom(s)
Date et lieu de naissance :
Nationalité(s) :
Adresse du domicile personnel :

Code postal : **Commune/Pays :**

Coordonnées : Téléphone : Adresse mail :

OU :

<u>B.2 : Personne morale habilitée à agir pour son compte</u>
La forme juridique :
La dénomination sociale ou raison sociale :
Nom(s) et prénom(s) de son représentant :
Coordonnées de la personne à contacter :
Téléphone : Adresse mail :

III. RENSEIGNEMENTS RELATIFS AU(X) RESPONSABLE(S) DES INFORMATIONS SUR LES BENEFICIAIRES EFFECTIFS - PROFESSIONNEL

Motif de la démarche : ☐ **Désignation** ☐ **Modification** ☐ **Renonciation du professionnel désigné**
Fonction : Si identique cadre N°II, cochez la case suivante ☐

<u>Ou si différent</u>, type du professionnel désigné (*) :

☐ Avocat-Défenseur, Avocat et Avocat stagiaire
☐ Notaire
☐ Expert-comptable ou comptable agréé relevant de la loi 1.231 du 12 juillet 2000.
☐ Conseiller Juridique
☐ Company Service Provider
☐ Multi Family Office

(*) L'une des personnes visées aux chiffres 6°), 13°), 19°) ou 20°) de l'article premier ou aux chiffres 1°) ou 3°) de l'article 2 de la loi n° 1.362 du 3 août 2009 modifiée.

A : Si la personne désignée est une <u>personne physique :</u>
Nom(s) :
Prénom(s)
Date et lieu de naissance :
Nationalité(s) :
Adresse du domicile personnel :

Code postal : **Commune/Pays :**

Coordonnées : Téléphone : Adresse mail :

B : Si la personne désignée est une <u>personne morale :</u>
La forme juridique :
La dénomination sociale ou raison sociale :
Enseigne :
Numéro d'immatriculation :

Adresse du siège social :

Code postal : **Commune/Pays :**

<u>B.1 : Personne physique habilitée à agir pour son compte</u>
Nom(s) :
Prénom(s)
Date et lieu de naissance :
Nationalité(s) :
Adresse du domicile personnel :

Code postal : **Commune/Pays :**

Coordonnées : Téléphone : Adresse mail :

OU :

<u>B.2 : Personne morale habilitée à agir pour son compte</u>
La forme juridique :
La dénomination sociale ou raison sociale :
Nom(s) et prénom(s) de son représentant :
Coordonnées de la personne à contacter :
Téléphone : Adresse mail :

PIECES JUSTIFICATIVES

A peine d'irrecevabilité, la demande doit être accompagnée :

- **De la copie recto/verso d'une pièce d'identité nationale en cours de validité du déclarant ;**
- **Des copies recto/verso d'une pièce d'identité nationale en cours de validité des personnes désignées ;**
- **De tout document permettant de formaliser le consentement préalable du professionnel désigné.**

SIGNATURE DU DOCUMENT	
Le déclarant ou le mandataire (rayer la mention inutile) certifie l'exactitude des renseignements donnés : **Prénom / Nom :** **Signature**	**La personne désignée accepte le rôle de responsable des informations sur les bénéficiaires effectifs.** **Prénom / Nom :** **Signature**
Monaco, le :	**Monaco, le :**

La personne désignée accepte le rôle de responsable des informations élémentaires de la personne morale : **Prénom / Nom :** **Signature**	**Le Directeur du Développement Economique atteste la conformité des déclarations ci-dessus et procède à l'inscription du responsable des informations sur les bénéficiaires effectifs et du responsable des informations sur la personne morale :** **P/° Le Directeur**
Monaco, le :	**Monaco, le :**

Les informations nominatives collectées par la Direction du Développement Economique par le biais de ce formulaire sont destinées à faire l'objet des traitements automatisés suivants :- Finalité : « Gestion et suivi des sociétés civiles de droit monégasque par la Direction de l'Expansion Économique, la Direction des Services Fiscaux et l'IMSEE ») afin de répondre aux exigences de la Loi n° 797 du 18 février 1966 relative aux sociétés civiles, modifiée. Finalité : « Répertoire du Commerce et de l'Industrie » afin de répondre aux exigences de la Loi n° 721 du 27 décembre 1961 abrogeant et remplaçant la loi n° 598, du 2 juin 1955 instituant un répertoire du commerce et de l'industrie, modifiée. En application de l'article 13 de la loi n° 1.165 du 23 décembre 1993 modifiée, vous disposez d'un droit d'accès et de rectification des informations nominatives traitées que vous pouvez exercer par écrit auprès du Service du Répertoire du Commerce et de l'Industrie.
En cas de défaut de réponse de votre part, vous vous exposez, notamment, aux sanctions administratives visées à l'article 22-2-1 de la loi 1.362, modifiée.